

OSONS... L'ACHAT LOCAL

Achat local

Les propositions suivantes portent spécifiquement sur l'achat local. De manière générale, elles s'inscrivent dans une perspective de développement régional et de création de circuits courts visant à rapprocher les consommateurs des étapes de production et de transformation.

Propositions générales

Afin de soutenir l'achat local, les pistes de solution identifiées lors des consultations sont les suivantes :

- Mettre en place les conditions favorables pour que chaque municipalité, institution publique et parapublique se dote d'une politique d'achat responsable, incluant des objectifs quant aux achats locaux et leurs impacts environnementaux et sociaux.
- Soutenir et accompagner la mise en marché des entreprises d'économie sociale auprès des acheteurs institutionnels et faire en sorte que certains obstacles, tel que le cautionnement à payer afin de répondre à un appel d'offres, ne soient plus des freins.
- Identifier les barrières réglementaires ou légales qui freinent les acheteurs institutionnels et y apporter des changements.
- Faciliter l'identification des entreprises d'économie sociale pour les équipes chargées de l'approvisionnement au sein des différents paliers de gouvernements, des grandes entreprises et des industries.

Pourquoi ces propositions... et pourquoi l'économie sociale ?

Dans une perspective de relance économique et de vitalité territoriale, le gouvernement du Québec fait la promotion de l'achat local, ce qui suscite actuellement un grand enthousiasme auprès de la population et pourrait favoriser un grand nombre d'entreprises collectives, dont 75% desservent un marché local ou régional. Néanmoins, les achats institutionnels demeurent essentiellement axés sur le critère du plus bas prix et s'organisent autour d'une volonté de regrouper les achats. Pourtant, favoriser l'utilisation optimale des deniers publics en matière d'acquisition de biens, de services généraux et professionnels, c'est aussi prioriser les achats locaux. Par leurs politiques d'approvisionnement, les gouvernements peuvent jouer un rôle majeur dans le soutien aux entreprises locales et, plus spécifiquement, aux entreprises d'économie sociale :

- Augmenter les bénéfices sociaux et économiques des dépenses publiques,
- Investir dans la vitalité des territoires et renforcer les communautés.
- Soutenir la création d'emplois locaux,
- Favoriser le développement d'expertises, la réduction des frais de transport et de l'empreinte écologique.

L'apport socioéconomique des entreprises collectives au dynamisme des territoires n'est plus à démontrer. En s'engageant à s'approvisionner davantage auprès des entreprises d'économie sociale, les gouvernements contribuent à la vitalité économique régionale, au développement territorial et, surtout, à maintenir des milieux de vie de qualité.

Comment y arriver ?

En matière d'achat local, plusieurs initiatives ou actions se déploient déjà (ou sont en émergence) et devraient être soutenues pour en augmenter leur portée.

L'économie sociale, j'achète !

Un mouvement pour encourager les acheteurs à créer des liens d'affaires avec les entreprises d'économie sociale dans une perspective d'approvisionnement responsable. Ce mouvement, propulsé par des Pôles régionaux d'économie sociale, regroupe déjà plus de 100 entreprises collectives fournisseurs auprès d'une centaine d'acheteurs qui ont déclaré leur intention de créer des liens d'affaires avec des entreprises d'économie sociale. Activités de maillage, formation et sensibilisation à l'économie sociale, promotion des entreprises du territoire, l'initiative *L'économie sociale, j'achète !* doit être soutenue pour assurer son déploiement partout au Québec.

ECPAR

L'Espace québécois de concertation sur les pratiques d'approvisionnement responsable (ECPAR) accompagne les acheteurs institutionnels dans la rédaction et l'adoption de politiques d'approvisionnement responsable et la création d'indicateurs. Formation des acheteurs à l'économie sociale, accompagnement dans les pratiques d'approvisionnement et création d'outils pour faciliter l'approvisionnement en biens et en services auprès des entreprises d'économie sociale.

Regroupement d'achat et Politique d'approvisionnement local

À l'automne dernier, la Fédération québécoise des municipalités (FQM) a émis ses inquiétudes face à la centralisation des achats mise de l'avant par le gouvernement du Québec. Dans plusieurs municipalités et régions du Québec, l'achat local est un outil essentiel à la vitalité économique et à la dynamique des territoires. Ainsi, la FQM croit que la mise en œuvre d'un projet de regroupement des achats par le gouvernement québécois ne devrait se faire sans l'adoption préalable d'une politique d'approvisionnement local. Celle-ci permettrait de stimuler l'activité économique dans les communautés et, par le fait même, contribuerait au développement des régions. La FQM invite le gouvernement à revoir son projet de loi et à adopter rapidement une politique d'approvisionnement local pour les organismes du secteur public.

Cœurs de villes et villages

Plusieurs acteurs se sont regroupés afin d'alerter le gouvernement québécois sur la disparition des cœurs de villes et de villages et la dévitalisation des artères commerciales, tant dans les milieux urbains que dans les zones rurales. L'achat local garantit la survie d'une offre commerciale de proximité et la préservation d'une vitalité économique au centre des villes et des villages, ce qui contribue à la préservation des dynamiques sociales, du patrimoine local et à créer des dynamiques de proximité nécessaires à une véritable transition sociale et écologique au Québec.

Recherche et documentation réalisées en collaboration avec le [TIESS](#)